

CONCOURS INTERNE ET TROISIÈME CONCOURS D'ATTACHÉ TERRITORIAL
Session 2012

Spécialité : Gestion du secteur sanitaire et social

Epreuve de rédaction, à l'aide des éléments d'un dossier soulevant un problème sanitaire et social rencontré par une collectivité territoriale, d'un **RAPPORT** faisant appel à l'esprit d'analyse et de synthèse du candidat, à son aptitude à situer le sujet traité dans son contexte général et à ses capacités rédactionnelles, afin de dégager des solutions opérationnelles appropriées

Copie notée 15,50 / 20

COMMUNE X
Centre communal d'action social

X, le 14 novembre 2012

RAPPORT

A l'attention de Monsieur le Président du CCAS

Tout parent peut à tout instant être confronté à des difficultés dans sa fonction parentale, du fait de sa propre situation ou du jeune lui-même. Cette épreuve est souvent gérée au sein du cercle familial mais parfois ce n'est pas possible. Dans ces conditions, le soutien à la parentalité est une solution voire une nécessité dans l'intérêt de la famille et de l'enfant, afin que ce dernier ne compromette pas ses chances de réussite sociale, tout en respectant dans la mesure du possible le respect de l'intimité familiale.

Le sujet de l'éducation des enfants est tellement prégnant ces dernières années que le législateur a légiféré à plusieurs reprises, dont dernièrement en 2007 avec la réforme de la protection de l'enfance et la prévention de la délinquance. Cette politique est l'une des plus délicates à mettre en œuvre de par les disparités des situations et la multitude des acteurs et des publics concernés. Hormis le rôle prépondérant du conseil général qui a compétence dans le domaine de l'enfance et de la famille, le CCAS a une place privilégiée avec son intervention extra-légale sur le territoire communal.

Le présent rapport s'attache à éclairer le conseil d'administration du CCAS afin d'initier une politique de soutien à la parentalité en lien étroit avec les services du territoire. Il propose également de dégager des solutions opérationnelles visant à garantir des dispositifs adaptés aux besoins de la population.

I. Initier une politique de soutien à la parentalité est un véritable défi de cohésion sociale.

A. L'aide à la parentalité s'avère plus que nécessaire compte tenu du contexte économique.

Le soutien à la parentalité peut résulter d'une demande directe ou indirecte des parents. Parmi ces derniers, plusieurs types de public sont concernés : la mère isolée, le parent séparé, les parents migrants, le couple en difficultés que ce soit pour des raisons financières, médicales, professionnelles ou autre, les familles très aisées, les parents d'enfant handicapé, délinquant... Bien évidemment les raisons du besoin d'accéder à une aide parentale sont également diverses. Elles peuvent résulter des parents qui sont défaillants, maltraitants,... ou des enfants qui s'essaient au décrochage scolaire, sombrent dans l'anorexie ou la dépression, sont « accros » aux réseaux sociaux, aux jeux vidéos ou dépendants des drogues ou de l'alcool, qui se mettent en danger, commettent des actes de délinquance...

De fait, les intervenants et les actions sont aussi nombreux dans ce domaine. Il peut s'agir d'associations, de services sociaux, de centres d'animation, de l'Education nationale, de psychologues, d'éducateurs, de juristes, de conseillers scolaires,... Tous ne sont pas des professionnels, puisque certains interviennent bénévolement, mais tous s'accordent sur le fait que ce soutien ne doit pas être basé sur un modèle unique, d'autant plus qu'il n'existe pas de mode d'emploi à la parentalité, mais bel et bien sur la situation actuelle et sa compréhension par les intéressés. Le primordial étant que ces actions comprennent l'écoute, l'accompagnement et l'aide (information, conseil, orientation réseau social...) et qu'elles impliquent les parents et les enfants.

Les pouvoirs publics ont, bien sûr, un rôle essentiel à jouer dans le soutien à la parentalité, qui est souvent lié à la prévention de la délinquance, et ce en dehors des aides, de la fiscalité, de l'accueil des enfants... En ce qui concerne la petite enfance, elle semble suffisamment bien pourvue par la Protection Maternelle et Infantile. Pour ce qui est de la répression, la loi de 2007 a instauré le contrat de responsabilité parentale, qui peut être proposé par le maire au président du conseil général qui le co-signe avec les parents pour l'instauration d'un suivi éducatif et d'un accompagnement, avec la possibilité d'intégrer un stage de responsabilité parentale.

B. Une politique à multiples facettes impliquant de nombreux dispositifs légaux

Le Conseil des droits et des devoirs des familles (CDDF), obligatoire dans les communes de plus de 50 000 habitants, a pour mission d'établir un projet d'accompagnement entre le jeune et sa famille afin de sortir de la situation conflictuelle en replaçant dans le même temps le parent dans son rôle éducatif. Le CDDF a aussi une fonction préventive puisqu'il évite dans certains cas le déclenchement de dispositifs éducatifs ou judiciaires. Il est présidé par le maire, qui peut le proposer à toute famille en ayant besoin, tout comme le conseil général.

Il existe aussi les programmes de réussite éducative (PRE), qui semblent être une réussite en termes d'écoute et d'orientation dans les villes qui les ont mis en place en lien avec l'éducation nationale. En outre, ils ciblent également les attentes d'ordre juridique, citoyen, d'aide aux devoirs, de maison des parents... Par contre, ils sont dans l'incapacité de répondre à des demandes plus poussées dès lors qu'elles relèvent du social. Et, depuis 1999, les réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents (Réaap), offrent une grande diversité de dispositifs et sont financés par les collectivités territoriales, la CAF, la MSA.

Par ailleurs, le soutien à la parentalité instauré dans le cadre de la prévention de la délinquance dans les quartiers et les zones sensibles, retenus dans les contrats urbains de cohésion sociale, peut obtenir un financement sur les crédits de la politique de la ville voire du fonds interministériel de prévention de la délinquance. Les actions développées concernées sont du type écoles des parents, cours de parentalité... du moment qu'elles sensibilisent les parents au respect des règles et des limites imposées par la vie en société.

II. Pourvoir aux besoins des parents et des enfants implique d'adapter le dispositif

A. L'étude du dispositif est un gage de son efficience

Compte tenu de la diversité de la demande, du public concerné et des acteurs, un état des lieux de l'existant et une refonte des pratiques sont indispensables pour promouvoir le soutien à la parentalité. Il s'agit dans un premier temps de recenser les structures et les dispositifs déjà en place et, en parallèle, d'interroger la population sur ses attentes et ses besoins. Cette prospection a pour finalité de mettre en adéquation l'offre et la demande. Dans un second temps, il est conseillé d'étudier les possibilités de financement puis de prendre l'attache de toutes les structures du territoire œuvrant dans ce sens afin de dégager l'action la plus pertinente possible avant de la mettre en œuvre et d'en faire publicité.

Il est également primordial de ne pas négliger la place de la question émergente des problèmes sociaux : administratif, éducatif, familial, d'insertion... souvent liés à ce défaut de parentalité et qui conduisent à un suivi social. A défaut, un cabinet extérieur peut être diligenté pour ce faire.

Un partenariat entre les différents intervenants voire la réunion sur un même site de structures se complétant est à envisager pour une meilleure coordination des dispositifs et leur clarté auprès du public. Cette option a le mérite de permettre la prise en compte des différents types de parentalité, le potentiel des parents et de s'assurer que leurs ressources soient suffisantes pour pourvoir aux besoins de l'enfant. En plus, elle évite les redondances des interventions mais est plus complexe à réaliser puisqu'elle nécessite l'approbation de différentes structures.

B. Différentes actions ont déjà fait leur preuves

Il ressort que différents dispositifs sont susceptibles d'être efficaces dont l'Atelier parents qui peut proposer, en collaboration avec une association, des animations gratuites par session de quelques heures par semaine ou bien des formations aux parents, et des échanges d'expérience ou de bonnes pratiques. Ce lieu peut être animé par des parents relais encadrés par des animateurs voire faire l'objet d'une édition gratuite. Cette action est possible, pour un coût d'environ 68 000 €, dans le cadre de la mutualisation avec une autre commune et peut bénéficier d'un soutien du Conseil général, de la Caisse d'allocations familiale ou de l'Agence régionale de la santé.

La Maison des parents est une autre possibilité, avec des financements et une collaboration quasi identiques à l'atelier des parents. C'est un lieu qui peut servir pour l'accueil, l'écoute, l'information et l'échange avec des temps d'activités parent/enfant ou parent seul, individuellement ou en groupe. Les thèmes sont à varier : gestion du quotidien, du repas, accompagnement du sommeil... Cette action nécessite la présence de plusieurs professionnels.

Enfin, la Malette des parents est une expérimentation qui vise à accroître la participation des parents à la scolarité de leur enfant avec la mise en place d'ateliers d'accompagnement et de débats. Le résultat attendu est une forte implication des parents et une amélioration sensible du comportement des enfants, c'est une politique qui a le mérite d'être simple et peu coûteuse.